

**DES ACTIVITES
REALISEES EN 2023**

**MEMBRE DE LA COALITION POUR LA SAUVEGARDE
DES DROITS HUMAINS (CSDH)**



**RAPPORT
2023**

SOMMAIRE

Ce rapport présente les activités réalisées en 2023 par l'ONG PADC RD Congo dans le contexte des projets, des évaluations, des ateliers, du monitoring de protection et des sensibilisations dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu.



BREVE PRESENTATION DE L'ORGANISATION

Le Programme d'Appui au Développement Communautaire (PADC RD Congo en sigle) a été créée à Goma le 7 février 2009. C'est une ONG apolitique et non confessionnelle ayant pour **missions** : (i) la mise en œuvre des mécanismes de réduction de la pauvreté (ii) la contribution aux efforts de protection de l'environnement par la protection et la réhabilitation des écosystèmes, (iii) le Monitoring de protection et contribution aux efforts de respect des droits humains, par un programme de plaidoyer, l'accompagnement juridique et judiciaire des communautés locales victimes des violations de leurs droits (femmes et enfants), (iv) La sécurité alimentaire, la lutte contre la malnutrition, l'amélioration de l'habitat, eau-hygiène et assainissement, la réhabilitation et la construction des infrastructures locales et communautaires.

Domaines d'action : Protection générale (et monitoring) ; Droits humains ; Sécurité alimentaire ; Education ; Santé ; Environnement et Développement durable.

Régions d'implémentation : Province du Sud-Kivu: Ville de Bukavu (Bureau National) avec des antennes locales à Bitale et Kalonge (territoire de Kalehe); Province du Nord-Kivu (avec des antennes à Goma, Beni, Nyiragongo et Rutshuru); Province de l'Ituri (avec des antennes à Bunia et Aru).

Contacts

Téléphone: +243 999 757 050 ; E-mail : coordo.padc.rdc@gmail.com.

Adresse : 259, Av. P.E. Lumumba, Commune d'Ibanda, Ville de Bukavu.



ACTIVITES REALISEES

PROVINCE DU SUD-KIVU

Chapitre 1. ACTIVITES DE MONITORING DE PROTECTION

Ces activités ont été réalisées dans le cadre du renforcement de l'environnement protecteur en faveur des personnes affectées par des violations de droits humains dans les groupements de Kalonge, Bitale et Kalima, en territoire de Kalehe, Province du Sud-Kivu.

REALISATIONS

31 notes d'analyse sur la situation humanitaire et de protection, 3 évaluations de protection et 3 ateliers sur le renforcement de capacité des leaders locaux ont été produits et partagés au cours de l'année. Ces notes n'avaient pas des coûts car elles ont été produites par nos moniteurs de protection qui sont affectés/basés dans les milieux ciblés par nos activités de monitoring. Ces différents produits avaient pour objectif de présenter à la communauté humanitaire l'évolution de la situation humanitaire et de protection dans plusieurs groupements du territoire de Kalehe affectés par les conflits armés : Bitale, Kalonge et Kalima, Ndando, Mulonge.

Ils ont présenté les analyses sur l'évolution de la situation sécuritaire et ses effets sur les populations civiles. Ils ont dégagé les tendances des mouvements des populations, mis à jour les statistiques y afférents et évalué les besoins urgents de personnes déplacées internes en termes de protection, analysé les capacités existantes et ressorti les gaps.

Des rapports ont été produits sur une fréquence hebdomadaire. Les conclusions et recommandations de ces produits ont permis aux acteurs humanitaires de prendre des actions pour améliorer la situation de protection des civils dans ces zones affectées par la présence des groupes armés.



Chapitre 2. ACTIVITES DE SECURITE ALIMENTAIRE

PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE DE 300 MENAGES VULNERABLES DE CHAMININU DANS LE GROUPEMENT DE KALONGE

Le Programme d'Appui au Développement Communautaire (**PADC RD Congo**) a lancé en décembre 2022 son « Projet d'appui à la production agricole de 300 ménages vulnérables de la localité de Chaminunu dans le groupement de Kalonge en territoire de Kalehe ».

Ce projet, **exécuté sur fonds propres de l'organisation**, s'est poursuivi en 2023. Il est intervenu dans un contexte de crise de sécurité alimentaire dans cette partie de la province du Sud-Kivu.

Chaminunu est l'une des 6 localités du groupement de Kalonge avec une population estimée à 32 600 habitants à la fin de 2022. Les principaux secteurs d'activités dans le milieu sont l'agriculture, l'élevage et dans une moindre mesure le petit commerce. Les principales cultures pratiquées par les agriculteurs sont le manioc, le maïs, l'igname, le haricot et l'arachide avec des semences agricoles dégénérées ayant un faible potentiel de production.

La terre est fertile mais en dépit de cette fertilité, les agriculteurs ne sont pas très informés sur les pratiques agricoles et techniques culturales pouvant leur permettre d'exploiter leurs terres de manière à produire leur propre nourriture et à gagner des revenus à travers l'agriculture.

Les cultures maraîchères légumières sont quasi inexistantes dans ce milieu. Cela est dû non seulement à la sous-information des agriculteurs mais aussi au **manque de semences agricoles de qualité**. Par ailleurs, la conjonction de la crise sécuritaire persistante dans le milieu et du faible accès aux intrants (semences de qualité) mène à l'insécurité alimentaire et à la pénurie d'aliments de base, principalement les légumes comme l'aubergine, le chou, la tomate, oignon, etc. Certaines personnes se donnent la peine de parcourir 65 km pour aller se ravitailler en légumes à Mudaka dans le territoire de Kabare.

C'est dans ce contexte que l'ONG PADC RD Congo a initié les agriculteurs de Kalonge à la culture maraîchère en apportant son appui à la formation et à l'octroi des semences pour la production des cultures telles que le chou pommé, l'aubergine, l'oignon et l'amarante. Au mois de mars 2023, 300 ménages ont bénéficié des semences et d'un accompagnement technique. Grâce à ce projet chaque ménage bénéficiaire a pu semer 2 ares de culture maraîchère au mois de mars 2023. Les récoltes sont intervenues au mois de juin 2023.



Chapitre 3. DES EVALUATIONS DE PROTECTION

A. EVALUATION DE LA SITUATION DES PYGMEES DANS LA LOCALITE DE CHAMINUNU EN GROUPEMENT DE KALONGE

Contexte général

La localité de Chaminunu contient une population pygmée estimée à 1550 personnes réparties en 305 ménages au début de l'année 2023. Ces pygmées auraient été expulsés du parc de Kahuzi-Biega à la fin de l'an 2021. On peut les regrouper en 3 catégories selon leur endroit de résidence : **(1) les résidents** dans la communauté de Chaminunu et qui sont propriétaires terriens avec des documents parcellaires. Ils sont au nombre de 68 ménages. **(2) La deuxième catégorie est installée sur la colline Kanyange dont ils sont propriétaires** : cette colline leur a été octroyée par le PNKB après expulsion du Parc National de Kahuzi-Biega. Ils sont 115 ménages. **(3) La troisième catégorie est celle des pygmées en errance, éparpillés dans tout KALONGE.** On en a dénombré 122 ménages. Au total, 305 ménages de pygmées vivant dans une situation de précarité.

L'évaluation multisectorielle faite au début de 2023 a permis de s'enquérir de la situation de ces premiers citoyens dans le domaine du logement, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, du WASH, de la santé, de la protection de l'enfance, de l'accès à la terre, de l'environnement et du genre.

Leur situation humanitaire reste préoccupante deux ans après leur déguerpissement du PNKB. Par rapport au logement, la quasi-totalité de ces pygmées vit dans de petits abris de fortune et d'autres dans des familles d'accueil.

La grande majorité n'a pas d'accès aux soins de santé faute de moyens financiers.

Par rapport à l'éducation, les enfants pygmées manquent d'objets scolaires, et d'uniformes. L'évaluation a noté que l'âge scolaire est très dépassé pour les enfants pygmées dont certains se retrouvent à l'école primaire à l'âge de 17 ans.

Pour l'aspect de protection de l'enfance, tous les enfants de ces premiers citoyens ne sont pas enregistrés à l'Etat civil.

Les raisons sont multiples mais les principales sont l'ignorance des parents, l'instabilité des ménages, la pauvreté, les troubles sécuritaires et la « discrimination ».

Images de l'évaluation de la situation des pygmées



B. EVALUATION DE LA MALNUTRITION DANS LE GROUPEMENT DE BITALE, ZONE DE SANTE DE BUNYAKIRI EN TERRITOIRE DE KALEHE

L'Aire de santé de Bitale est située à 64km de la ville de Bukavu dans la zone santé de Bunyakiri en territoire de Kalehe. Du 01 au 10 Février 2023, PADC RD Congo a effectué une évaluation de la malnutrition et de la sécurité alimentaire à Bitale dans cette zone de santé située dans le territoire de Kalehe.

Une équipe de PADC RD Congo a parcouru les villages du groupement de Bitale pour s'entretenir avec les autorités locales (Chef de ressort, chef de groupement et relais communautaires), le personnel soignant d'une structure médicale

locale ainsi que les ménages au sujet de la situation de la malnutrition dans cette zone. Cette équipe a par la même occasion fait le dépistage de quelques cas de malnutrition.

Il ressort de cette évaluation que les conditions de vie de la population de Bitale restent déplorable du point de vue sécurité alimentaire et nutritionnelle, et l'incidence de la malnutrition est très élevée. **Conséquence** : les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants de moins de cinq ans souffrent en grand nombre de la malnutrition.

Quelques images (prises et publiées avec l'accord des parents d'enfants et des relais communautaires)



Les résultats de l'évaluation montrent que le groupement de Bitale est particulièrement touché par la malnutrition avec une incidence de 52% chez les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et 58% chez les enfants de moins de 5 ans.



C. EVALUATION DE PROTECTION EFFECTUEE DANS LE GROUPEMENT DE MULONGE

Du 29 novembre au 02 décembre 2023, PADC RD Congo a mené une évaluation rapide de protection dans le groupement de Mulonge, dans le territoire de Kalehe.

Il est ressorti de cette évaluation que suite au vide sécuritaire dû à l'absence des forces de défense et de sécurité dans cette zone, le groupe armé Raiya Mutomboki s'est approprié le groupement de Mulonge et les villages Cirambo et Bukanga (dans le groupement de Munyadjiro). Il y commet des violations de droits de l'homme (extorsions des biens, coups et blessures, viols et enlèvements) sur la population civile.

Leur présence dans ce groupement est véritablement une menace aux droits et libertés fondamentales des populations civiles. L'activisme des groupes armés a conduit aux mouvements des populations dans cette zone, qui se

sont réfugiés à Bitale Centre.

La population de cette zone est également quasi dépourvue des services sociaux de base.

Dans le secteur WASH, les sources d'eau ne sont pas aménagées et la population est quotidiennement exposée au risque des maladies d'origine hydrique. Dans le secteur de l'éducation, l'école principale de la zone n'est pas construite et les latrines des élèves les exposent aux maladies et aux VBG car elles sont également non construites.

Pour le secteur de la santé, la structure de santé où est soignée 80% de la population est en délabrement avancé. Elle n'a ni électricité, ni eau. Les conditions dans lesquelles la population est soignée exposent cette dernière à d'autres maladies surtout les femmes et les enfants.



Images de l'évaluation de protection



Centre de santé de Mulonge



Source d'eau de Cimbiro



Ecole primaire Nyakabumbe



Latrines des garçons



Latrines des filles

Chapitre 4. DES ATELIERS ORGANISES

Dans ce chapitre, 3 ateliers ont été organisés par l'ONG PADCRD Congo dans les groupements de Bitale, Ndando et Kalonge en territoire de Kalehe.

A. ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AUTORITES ET LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BITALE, NDANDO, MULONGE ET MALONGE DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

L'organisation PADCRD Congo a organisé début 2023 un atelier de renforcement des capacités des autorités et leaders communautaires. Le thème de l'atelier portait sur la « Protection de l'Enfant ».

Il est constaté qu'à Bitale comme partout ailleurs, les abus aux droits de l'Enfant sont commis, curieusement par des personnes censées protéger les enfants ; en famille, à la cité, à l'école, etc. A titre illustratif, nous citons *l'omission de déclarer l'enfant à l'Etat civil, l'analphabétisme* (pourtant officiellement l'enseignement primaire est gratuit en RDC et plus particulièrement à Bitale), *les injures, les travaux lourds, etc.*

Plus encore, des ateliers et formations s'organisent à Bitale, mais les activistes des droits de l'homme n'envisageraient jusqu'à présent débattre sur les droits reconnus à l'enfant.

C'est de ce constat malheureux que les animateurs de PADCRD Congo à Bitale ont voulu s'intéresser à cette catégorie des personnes « marginalisées » pour en faire un cheval de bataille. L'objectif visé est d'attirer l'attention de toute la communauté sur les droits des enfants qui, vu leur vulnérabilité, devraient être protégés. PADCRD Congo, antenne de BITALE a eu le bonheur de recevoir les autorités locales, les invités venus de tous

les horizons des groupements de Bitale, Ndando, Mulonge dans la chefferie de Buloho et Kalima ainsi que Karega dans la chefferie de Buhavu.

Après une longue présentation et des explications sur les droits de l'enfant et sur la raison de protéger les enfants, les participants ont posé de nombreuses questions et un débat s'en est suivi. Des recommandations ont ensuite été formulées par les différents participants.

Cet atelier de renforcement des capacités sur la protection de l'enfance a permis aux participants d'avoir des connaissances sur la notion de droits de l'enfant, sur la protection de celui-ci. Les uns et les autres ont promis de vulgariser les connaissances acquises sur la protection de l'enfance dans leur milieu de provenance.



B. ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES DES MUTUELLES DE SOLIDARITE ET DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES D'EPARGNE ET CREDIT

Il s'est tenu en date du 20 janvier 2023, un atelier de renforcement des capacités des membres des mutuelles de solidarité et des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) à Bitale et sur le thème « Les structures informelles d'épargnes et crédits ». La cible était les paysans innovateurs dont 35 femmes et 13 hommes (parmi lesquelles 13 personnes à mobilité réduite). Cette activité a été faite par l'ONG PADC RD Congo.

Il s'agit d'une stratégie de promotion de l'auto prise en charge communautaire dans le groupement de Bitale.

Résultat : Grâce à cet atelier, PADC RD Congo a mis en place une équipe de 30 personnes, des volontaires, qui se réuniront hebdomadairement au bureau du PADC RD Congo pour développer des stratégies sur des épargnes en vue du développement de l'entité.



PROVINCE DU NORD-KIVU



Partenariat INTERSOS - PADC RD Congo dans la province du Nord-Kivu 2023

Au Nord-Kivu, les activités de PADC RD Congo ont été focalisées sur le partenariat avec l'ONG **INTER**SOS dans le « Projet de Renforcement de l'environnement protecteur, de la cohésion sociale et des mécanismes communautaires de protection en faveur des personnes affectées par la crise M23 dans la zone de santé de Nyiragongo, territoire de Nyiragongo, Province du Nord-Kivu ».

Ce projet contribuerait à l'atteinte des objectifs du cluster protection ; ceci en associant les activités de la protection générale, d'appui aux personnes à besoins spécifiques par le cash et le renforcement des capacités des structures communautaires

de protection pour mitiger les risques de protection auxquels ils sont exposés.

En ce qui concerne la protection générale dans ce projet, elle a consisté à faire un suivi permanent de la situation de protection pour s'assurer que les incidents de protection soient documentés et rapportés. Mais également, à alerter sur la situation de protection afin que les besoins de protection identifiés soient rapportés aux acteurs humanitaires pour leur permettre de déclencher des mécanismes de réponses, de mobiliser des fonds pour les assistances et/ou effectuer des plaidoyers auprès des acteurs étatiques pour qu'ils s'impliquent à renforcer le mécanisme de protection des civils.

Grace aux activités réalisées par PADC RD Congo, les communautés ont été sensibilisées sur la protection, les droits humains, le VBG, la PSEA, le mécanisme d'autoprotection, l'élaboration des plans de protection communautaire et la redevabilité.



Les victimes d'abus identifiées avaient bénéficié d'une prise en charge psychosociale et d'un accompagnement juridique. S'agissant de la protection communautaire, elle a consisté à redynamiser et soutenir les structures communautaires de protection pour qu'elles soient en mesure d'identifier les menaces auxquelles font face les populations et de mettre en place des mécanismes pour les prévenir et les mitiger.

Photos activités conjointes de PADC RD Congo – INTERSOS



Visite d'INTERsos au bureau PADC RD Congo à Nyiragongo, Nord-Kivu.



Elaboration d'un plan de protection communautaire au bureau PADC-RD Congo.



Sensibilisation des PDIs à Nyiragongo.

RECOMMANDATIONS

PADC RD Congo est une ONG nationale d'urgences et de Développement. Elle est très active sur terrain, auprès des communautés. Elle a besoin de votre soutien et appui pour atteindre ses objectifs.

L'organisation reste disponible pour vous rencontrer en vue de vous présenter sa vision en faveur des personnes vulnérables et des communautés.

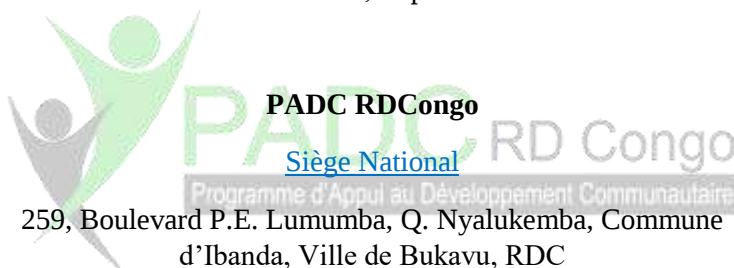


Comité éditorial :

Madame Agnès ALIKA, Coordonnatrice Nationale de PADC
RDCongo ;

Yves BATUMIKE, Chargé des Programmes et du Suivi de la qualité
des activités ;

Romain KAYEMBE, Superviseur de terrain



PADC RD Congo

[Siège National](#)

259, Boulevard P.E. Lumumba, Q. Nyalukemba, Commune
d'Ibanda, Ville de Bukavu, RDC

Téléphone : +243 999 757 050

E-mail : coordo.padc.rdc@gmail.com

Site internet : <https://www.padc-rdcongo.org>

©2023

